

Enfin, établira-t-il des critères objectifs pour déterminer si les échanges effectués sont justes? Nous voulons savoir exactement ce que cette politique du «No net loss» signifiera vraiment dans la pratique. Nous en avons eu un exemple dans l'estuaire du Cowichan et cela n'a pas été pour nous rassurer.

L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, je tiens à dire que je suis d'accord avec bon nombre des suggestions du député, car je les ai déjà faites dans le passé. Je tiens simplement à lui dire qu'il serait très facile de prétendre que le ministre des Pêches doit s'opposer à toute expansion économique, qu'elle prenne la forme de la construction de routes ou de toute autre chose. Je voudrais garantir au député qu'aucun projet économique ayant des répercussions importantes sur le secteur de la pêche ne sera lancé tant que les représentants de tous les secteurs concernés n'auront pas eu la possibilité d'exprimer leur point de vue.

* * *

[Français]

LES MUNICIPALITÉS

ON DEMANDE OÙ EN SONT RENDUES LES NÉGOCIATIONS AVEC
LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

M. Rémi Bujold (Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Le ministre est certainement au courant du fait qu'à l'heure actuelle, à l'Assemblée nationale du Québec, le gouvernement est en train de légiférer sur le projet de loi 38 qui vise à mettre en tutelle toutes les municipalités du Québec en ce qui regarde les fonds qui proviennent du gouvernement fédéral. Est-ce que le ministre pourrait dire à la Chambre où en sont rendues les négociations avec le gouvernement du Québec au sujet des fonds provenant du gouvernement fédéral? De plus, a-t-il bon espoir qu'une entente sera signée au cours des prochains jours ou des prochaines semaines au sujet des fonds destinés à la création d'emplois du gouvernement fédéral?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, je remercie l'honorable député pour sa question.

Hier, j'ai adressé un télégramme à mon homologue du gouvernement de la province de Québec, M. Léonard, pour lui dire que je suis disposé à le rencontrer dans le but d'en arriver à une solution à ce problème. Mais je crois tout de même que, pour avoir des négociations utiles, il faut que le gouvernement du Québec démontre sa bonne foi en acceptant la base des négociations qui était déjà établie dans les pourparlers entre nos fonctionnaires. J'ai envoyé ce télégramme à M. Léonard hier. Je n'ai pas encore reçu de réponse, mais je peux bien comprendre qu'il va réfléchir un peu.

Alors j'espère vivement pouvoir en venir à une entente avec mon homologue du gouvernement du Québec, mais étant donné les négociations des dernières semaines, je ne peux pas être trop optimiste. Plusieurs fois nous avons cru être sur le point de signer un accord, mais le gouvernement du Québec, encore une fois, décidait de retirer un accord qui semblait être négocié par les fonctionnaires. Alors, pour le moment, je crois

que nous attendrons une réponse positive du gouvernement du Québec avant de déclencher les négociations encore une fois.

* * *

● (1430)

[Traduction]

LE SÉNAT

LE NOMBRE DE POSTES VACANTS

M. Rod Murphy (Churchill): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre et a trait à la prochaine période des fêtes. Je me rends compte qu'il peut croire avoir reçu son cadeau des conservateurs aujourd'hui, mais comme il le sait, un sénateur coûte en moyenne aux contribuables canadiens environ 1.5 million en traitements et en avantages sociaux versés pendant leur mandat et leur retraite. Le premier ministre entend faire des cadeaux de Noël à des futurs sénateurs?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je crois que le parti tory a fait un cadeau de Noël au NPD aujourd'hui. Je suis heureux qu'il le partage avec nous. Je remercie le député d'avoir signalé à la Chambre qu'en laissant 20 postes vacants au Sénat j'ai fait faire de grosses économies aux contribuables.

ON DEMANDE DE NE PAS COMBLER LES POSTES VACANTS

M. Rod Murphy (Churchill): Madame le Président, nous félicitons le premier ministre. Nous voulons obtenir l'assurance que d'ici notre fête de Noël ou la Noël ukrainienne, il ne tentera pas de combler les 21 postes vacants. A mes yeux, c'est une perte d'argent. Des Canadiens sont affamés et en quête d'un emploi. Mon collègue, le député de Kamloops-Shuswap, a signalé que bien des enfants n'auront pas de cadeaux de Noël cette année. Nous ne voulons pas qu'une poignée d'argentiers conservateurs et de partisans libéraux intéressés obtiennent des cadeaux de Noël de ce prix.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je peux au moins garantir au député que je ne nommerai aucun argentier conservateur.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LE DANGER POSÉ PAR LA DIOXINE DANS LA RÉGION DE LA
RIVIÈRE NIAGARA

M. Neil Young (Beaches): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. La semaine dernière, le ministre a fait connaître des chiffres pour le moins stupéfiants sur la quantité de dioxine que déversent les sites d'enfouissement des États-Unis dans l'environnement, particulièrement dans la rivière Niagara. Pendant que le ministre essayait de minimiser les dommages causés par la dioxine dans la région du Niagara, la présidente de la campagne Operation Clean Air Niagara, Marguerita Howe, s'inquiétant pour les citoyens de cette région, demandait, je le répète, au ministre d'exhorter le cabinet à demander une étude complète sur l'état de santé des citoyens de ces localités afin de déterminer s'ils sont exposés à de véritables dangers ou non?